

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAU, place de l'Ecole, 16;
DEPOT audit bureau et rue Gît-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 00	6 00
Six mois.	4 25	7 25	11 00
Un an.	8 00	14 00	22 00

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.
(Affranchir.)VIVE
LA
REPUBLIQUE

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAU, place de l'Ecole, 16;
DEPOT audit bureau et rue Gît-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 00	6 00
Six mois.	4 25	7 25	11 00
Un an.	8 00	14 00	22 00

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.
(Affranchir.)

LE GAMIN DE PARIS

GAITÉ.

DRAPEAU

DU PEUPLE: FRATERNITÉ, ÉGALITÉ, LIBERTÉ.

FRANCHISE.

SOMMAIRE.

Plus de dynastie. — On dit. — Assemblée nationale. — Lettre d'Emile Thomas. — Équité. — La commission dormait. — Banquet à 25 centimes. — Duel. — Pavés.

Le GAMIN DE PARIS se vend à 10,000 exemplaires. L'Administration prévient le public que ce journal paraîtra prochainement tous les jours en double feuille et recevra des annonces à un prix modéré.

Plus de dynastie.

Hier, papa était très triste. Nuit close, il n'avait encore sonné mot de toute la journée; mais appuyé sur son sabre d'Austerlitz, ébréché de bons coups de Waterloo, il en essayait rêver et pensif, la lame flexible sur le plancher, il se passait quelque chose d'extraordinaire dans sa tête.

— Papa, dis je, qu'est-ce qu'il y a donc?

— Il y a, gamin, me répondit-il, que mes blessures me font mal, comme si elles allaient se rouvrir toutes vives, comme à la rentrée des Bourbons. Mauvais signe, entendstu? C'est ainsi qu'elles se sont fait sentir durant les règnes de Louis XVIII et de Charles X. Elles ne sont calmées qu'en juillet 1830, au retour de mon drapeau; puis, au 23 février, elles s'étaient guéries tout à coup et les voici qui recommencent. Petit, sois sûr que le tems se fâche; il y a autour de nous un brouillard de trahisons. L'or et les complices des rois s'insinuent dans nos rangs. On irrite la liberté, afin que la liberté s'épuise et, lasse enfin de meurtrissures, soit plus facile à bâillonner. Ah! morbleu, vous n'avez pas eu, comme moi, affaire aux agens de Coblenz, vous autres! Vous vous laissez duper, bons enfans que vous êtes. Va, quand le peuple s'agite, c'est que les rois remuent; quand celui-là murmure, c'est que ceux-ci se rapprochent. La première fois, ils nous ont envoyé l'Europe; aujourd'hui, ils veulent nous déchaîner la guerre civile et nous achever dans la misère. J'ai vu, et je ne l'oublierai pas; j'ai vu leur noblesse se prostituer aux cosaques, leurs grandes dames valser, éperduées, poitrine contre poitrine, avec des officiers de pandours, et, au milieu de Paris, les chevaux tartares secouer leur écume sur nos uniformes déchirés. On n'avait pas assez de drapeaux blancs pour ensevelir les morts. Certes, il a fallu bien des complots, bien des intrigues pour en venir là! mais nos ennemis ne se rebutent pas et conspirent maintenant comme alors. Aucune alliance ne leur coûte. Les fils d'émigrés et des guillotins iraient jusque dans sa cave embrasser Marat, l'ami du peuple, s'ils avaient besoin de lui. Le cœur vide et les mains pleines, ils cherchent des traitres et, s'ils n'en trouvent pas, ils en font. On ne les aperçoit pas, mais on les devine au mal qu'ils causent. Prends garde! Fuis les attroupemens; tu sais qui tu aimes, tu ignores qui te pousse. Ecoute ton père dont les cicatrices parlent et saignent. Tu n'es pas né pour user follement ton courage en faveur des dynasties. N'obéis pas à la meute des laquais qui les suivent! Ils arrivent aux résidences royales

en talons rouges, comme autrefois... rouges! oui... rouges du sang du peuple!...

Plus de rappel.

Plan! plan! plan!... Il paraît que la patrie est de nouveau en danger. Pourquoi ça? — Parce qu'on a élu Louis-Napoléon Bonaparte représentant du peuple. — Tant de bruit pour ça? mais, que craint-on? On appréhende de craindre d'avoir quelque chose à redouter. — On dit qu'on a crié: Vive Bonaparte! — Après? Est-ce que c'est sédition? — On croit que demain, il se fera nommer empereur de France et d'Angleterre. — En serait-il bien capable? — On le dit; mais c'est des farceurs. — Au fait, on devrait laisser sa statuette terre à terre, et ne pas lui donner un piédestal de vingt pieds. — Mais est-il à Paris? — On l'ignore. — Est-il près de Paris? — On n'en sait rien. — Diable! c'est un homme bien dangereux; je vais me mettre sous le fusil.

J'étais dans les groupes autour de la Chambre. C'est ma spécialité. Je vous rapporte ce que j'ai entendu, et ça en vaut bien la peine, car ce qui suit ne ferait pas rire l'archevêque et nous mettrait à dos tous les sonneurs de la capitale. Voici, disait-on dans la foule, ce qui vient de se passer à l'Assemblée: — Citoyens représentants, d'un côté les échos d'alentour sont fatigués du rappel; de l'autre, à mon sens, qui n'est point commun, je reconnais quelque fatigue à quelque mauvaise volonté chez nos tambours. Obvions. Poisons dans l'histoire.

M. Arond (le gros). C'est ça; c'est plus facile. J'ai l'imagination éteinte depuis mes dernières propositions.

M. Sénart. Sieyès... pas de tambours, ne au tambour.

La majorité de l'Assemblée. Qu'est-ce que c'est que ça?

M. Sénart. C'était un ancien... son tambour.

M. Peupin. Ce nom n'est point dans l'histoire romaine.

M. Arond (le gros). C'est peut-être un grec, en tout cas.

M. Sénart. Sieyès s'imaginait de prohiber toutes les cloches de la capitale, et d'en poser une au faite de la tour.

M. Arond. Au fait, c'est une idée.

M. Sénart. Au faite de l'Assemblée, pour avoir le privilège exclusif et le monopole du tocsin.

Plusieurs membres. parfait! mais les églises?

M. Sénart. L'Assemblée avant tout. Faisons comme Sieyès; nous n'aurons plus besoin de tambours.

M. Arond. C'est dit: Voulez-vous que je vous aille chercher le bourdon de Notre-Dame? (Il fait quelques pas et revient.) Mais les marchands de coco...

M. Sénart. C'est juste! je n'avais pas songé à cet inconvénient!

(La discussion est remise à demain.)

Le Gamin à l'Assemblée nationale.

(Séance des 10 et 12 juin.)

Séance du 10.

M. le président. — Mes bons amis, nous avons un vice-

président chic! C'est un homme soigné, à la hauteur de son emploi!

Plusieurs voix. — Son nom! son nom!

M. le président. — C'est un homme... comme on en voit peu... Il porte... un nom... mais un grand nom!

Plusieurs voix. — Son âge! le lieu de sa naissance!

Le président. — Il a été nommé à 304 voix sur 546; son rival a failli: il n'a obtenu que 170 voix.

Plaignons-le: il faut plaindre le malheur.

Pleurons-le: il faut pleurer sur les morts. (Il pleure accompagné de toutes les dames présentes.)

Après trois sanglots, il reprend:

Ce vice-président, c'est le citoyen Georges Lafayette!

(Bravos unanimes.)

Le failli est... le citoyen ex-membre du gouvernement provisoire, ex-ministre de la justice, ex... c'est le citoyen Crémieux! Des cris se font entendre dans différentes parties de la salle, et l'on voit d'horribles gémissemens; un petit homme s'arrache les cheveux et se meurtrit le visage.)

Tout est un homme coulé; ne fais donc pas voir que ça te fait de l'effet. Lui dit son voisin.

Jobez. — Un crime a été commis. (Grand mouvement d'attention.) Vous le connaissez déjà sans doute. (Non! non! Vous ne lisez donc pas les journaux! Il faut tous les lire.) Aidé de ma femme, de mes valets, j'en lis deux cents par jour. (Applaudissemens.) Ce crime, c'est le meurtre, l'assassinat, l'incendie, le pillage... Le criminel, je le désigne à la justice: c'est l'Organisation du travail.

Où l'organisation du travail, il faut qu'on n'en parle plus! Ce journal (Hilarité) désigne les riches, les notaires, les banquiers; eh! vous croyez que nous sommes en sûreté... Il nous désigne à la vengeance publique... Le fait est grave... Je ne descends pas d'ici qu'un ministre ne m'ait assuré qu'il poursuivra ce journal.

M. Bethmont, ministre de la justice. — Je ne connais pas l'article incriminé; mais j'ordonnerai des poursuites! C'est ainsi que nous agissons toujours en connaissance de cause. (Signe d'assentiment.)

Flocon. — Je demande qu'on poursuive un autre journal. J'ai-t-été attaqué, c'est infâme!

Bethmont. — Mon cher collègue assurément, n'en doutez pas, soyez sûr que mes procureurs, substitués, huis-siers, et autres hommes de bien, moi compris, sommes à votre service! Vous ne voulez pas dire quel est ce journal. Je comprends, la délicatesse. Mais tâchez cependant de me l'apprendre, vous savez: d'une manière indirecte. Oui, la presse a rendu de grands services; mon ami Marie et moi, nous l'avons souvent soutenue de notre beau langage, mais nous ne souffrirons pas qu'elle détruise son œuvre. Nous lui ôterons la liberté... (Mouvement.) de détruire son œuvre.

Duclerc, ministre des finances. — Le pouvoir exécutif, qui veille jour et nuit, a déjà ordonné de surprendre les faiseurs d'affiches; on prendrait bientôt la capitale pour une tapisserie... fi donc! et la république pour un cabinet de lecture. Je n'ai plus qu'une chose à vous deman-

der. Il faut rétablir le crédit. Comme le crédit fait le crédit, je vous prie de m'accorder un crédit de 1,300,000 fr., pour faire la monnaie neuve; il faut faire du neuf, croyez-moi.

M. Kerdel fait le farceur.

M. Recurt fait l'agréable.

M. Péan ne veut plus qu'on fasse de sottes propositions. Pour ça, il croit qu'il suffit d'ordonner qu'une proposition ne sera pas prise en considération, quand elle ne sera appuyée par 25 membres.

C'est accepté.

Il est bon, M. Péan, de croire ça.

Hickeren. — Patriotes, qui le croirait ? A Troyes, la garde nationale a crié : Vive l'Assemblée nationale ! et un régiment a répondu : Vive Louis XVIII... je veux dire... Louis Napoléon ! (Agitation fébrile. On se mouche.)

Cavaignac, ministre de la guerre, monte à l'assaut. — C'est faux ! c'est calomnieux ! c'est... (très bien ! très bien !... bis !) C'est faux ! c'est... calomnieux ! (Assez ! assez !) Il serait le plus misérable des misérables, le plus exécrable des exécrables... celui... qui... tordrait le cou à la liberté ! (Acclamations.)

Tous se lèvent comme un seul homme, et s'écrient trois fois : Vive la République !

Séance du 12.

On est au complet : tous ces messieurs du pouvoir montrent leur tête.

Napoléon Bonaparte. Si Louis, mon parent, a été nommé, c'est malgré lui ; croyez-le, il en a été le plus étonné. On dit qu'il a reçu de l'argent des puissances étrangères ; le misérable ! S'il en était ainsi, je l'étranglerais. Ça n'est pas être : c'est un homme d'honneur.

Popaud-Larivière. Citoyens, il faut accorder au pouvoir exécutif le crédit de 100,000 fr. par mois qu'il demande ; c'est pas trop, il n'est pas trop gourmand ; la première république gobait ses enfants comme Saturne ; prenons garde que la république actuelle ne soit pas avalée par ses ennemis. (M. Larivière charmante. M. Larivière est content de sa comparaison.)

Le général Bédau. J'honnore quand je vois craindre un prétendant ; l'est beau le prétendant ! Où qu'elle est sa gloire ? S'il n'était pas connu encore... Mais est-ce que chacun l'a pas scruté ? Chacun ne sait-il pas son poids ? Chacun ne sait-il pas que sa plus belle action c'est d'avoir élevé cet aigle, qu'il a lancé sur la France comme Noé lança de son arche la jeune et belle colombe qui lui apporta une branche d'olivier ; il croyait, lui l'aigle, que l'aigle lui apporterait la couronne ! Erreur. J'ai vu l'aigle, et je me charge de son affaire s'il veut voler.

Lamartine. Représentants, il n'est pas vrai que le pouvoir exécutif soit divisé ; la preuve, c'est qu'avant-hier nous avons mangé ensemble une dinde républicaine aux truffes, et nous avons déclaré d'un commun accord qu'elle était au-dessus de nos excellences ! Voilà qui fait tomber la calomnie ; bien plus, il a été proposé au sein de la commission de vous faire faire un dîner de dindons. On nous dit que nous n'avons rien fait... qu'on cesse de nous adresser ce reproche, sinon nous vous demanderons ce que vous avez fait vous, au nombre de 900 ! (Mouvement.) Quand nous avons proclamé la République, nous avons joué nos têtes ; et vous vous ne jouez rien, et vous touchez vos 25 francs. Ne dites rien, ou je vous mets à la tâche, morbleu, j'en va me fâcher ! Je découvre bien la nuque royaliste de certains d'entre vous, je n'en dis rien, mais au moins, qu'ils se taisent, qu'ils ne viennent pas se coiffer d'un bonnet rouge qui soit de dix coudées plus grand que le nôtre, sinon, ventrebien, je les décoiffe en public. (Agitation chez plusieurs membres.)

La séance est suspendue, puis reprise.

Lamartine. Pendant que je vous parlais, trois coups de feu ont été tirés sur la garde nationale, aux cris de vive l'empereur Napoléon ! Il faut que la République ne soit pas inquiétée, il faut renvoyer ce Louis trouver l'autre Louis à Londres. La commission déclare donc, par ma voix, que, jusqu'à ce que l'Assemblée en ait autrement décidé, elle fera exécuter la loi portant banissement contre la famille Bonaparte. (Bravo, bravo.)

On passe à la discussion du décret tendant à accorder un crédit de 100,000 francs.

Le crédit est escamoté.

La séance est levée.

Emile Thomas.

Enfin, la vérité va être connue sur l'arrestation du citoyen Emile Thomas. Ce citoyen a écrit au ministre de

la justice la lettre suivante :

« Citoyen ministre,

» Comme fonctionnaire public, j'ai demandé à la commission du pouvoir exécutif, et, faute de réponse, à l'Assemblée nationale, l'inscription d'une enquête judiciaire sur mes actes administratifs.

» Comme simple citoyen, et en vertu de mes droits naturels, je viens déposer entre vos mains la présente requête, à fin d'autorisation de poursuites légales contre le citoyen Trélat, ministre des travaux publics, sur les faits constants d'arrestation illégale ; de séquestration de personne et d'assertions publiques et fausses, de nature à porter atteinte à la réputation privée d'un citoyen : de quels faits il s'est rendu coupable à mon égard.

» J'ai l'honneur de vous prier, citoyen ministre, vu l'urgence, de vouloir bien agir sous le plus bref délai, et de transmettre à qui de droit la présente requête, dont je vous serai reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception.

» Veuillez agréer, etc.

» Signé, EMILE THOMAS. »

Nous saurons donc si Emile Thomas est ou non coupable, pourquoi il a été enlevé et arrêté, puis mis en liberté, faits sur lesquels a plané jusqu'à présent le plus grand mystère.

Les enquêtes.

Quels sont les résultats de l'enquête sur la malheureuse affaire de Rouen ? L'enquête est-elle finie ? Est-elle commencée ? L'a-t-on faite ? La fera-t-on ? Les gardes nationaux ont-ils bien mérité de la patrie... ?

Quel est le résultat de l'instruction poursuivie sur cet immense complot du 15, qui avait des ramifications jusqu'au Chili, et bien plus, jusque dans le sein de l'Assemblée constituante ? Jusques à quand faudra-t-il que les citoyens conduits à Vincennes, et mis ensuite en liberté comme non coupables, restent sous la surveillance de la haute police ?

Qu'est devenue l'instruction de l'affaire Blanqui et Taschereau ? Les pièces que le sieur Taschereau devait avoir en main dès la publication de son document sont donc bien introuvables ? Désirerait-on mener cette affaire avec celle du 15, ou tout au moins se servir des pièces de l'une pour juger l'autre ?

Qu'est devenue cette enquête qui devait être faite dans les administrations publiques, et que les employés subalternes demandent à grands cris ? Quelles sont ces réformes qui devaient tout à la fois diminuer les charges de l'état et améliorer la position des prolétaires administratifs ?

Hélas ! de toutes les instructions, de toutes les enquêtes promises ou commencées, une seule se fait activement, et placarde ses heureux résultats ; c'est l'enquête d'épuration des ateliers nationaux.

La commission dormait.

Je me suis dit : au train dont vous les charges, il est très probable que sous peu, la France, ma chère patrie, en viendra à regretter Guizot et Duchâtel. Ces grands citoyens reviendraient dans notre sein, escortés de bons et fidèles Anglais. Les Parisiens redeviendraient anglomanes et les Anglais, bien accueillis, se montreraient gauloïstes. C'est alors qu'il y aura échange de bons procédés et de leçons de langues. Il est donc prudent d'étudier à fond les belles manières et le beau parler afin d'être à même de faire, avant un an, un cours de langue, de poses et de manières françaises à ces chers voisins.

Continuons donc nos études.

Ceci résolu, j'avais lire les affiches. La première leçon d'aujourd'hui m'est donnée par la commission exécutive. Je remarque au commencement de sa tartine qu'au lieu de *LOI SUR LES ATTROUPEMENTS*, intitulé de la loi qu'en effet elle s'est jouée le tour de signer, elle a écrit de ses cinq mains : *LOI CONTRE LES ATTROUPEMENTS*. Or, la commission ne pouvant faire erreur, elle ne peut avoir l'idée de se corriger ; il s'en suit qu'il est indifférent de dire *sur* ou *contre*. Donc, quand un homme et son épouse sont aux prises, il est exact de dire qu'ils se battent l'un *sur* l'autre.

Je lis plus bas que la république est en danger, qu'elle va se fiche par terre pour peu qu'on souffle dessus. Plus bas encore, j'apprends que la république est indestructible, ferme comme un roc, impénétrable. Il s'en suit que le moyen de mieux résister, c'est de n'être pas solide ; d'où vient donc que le généreux Buchez, qui n'est pas fort, a si mal résisté. D'ailleurs, d'après la commission, ce sont les femmes les plus molles qui résistent le mieux.

Je lis, de plus en plus bas, que les attroupés poussent des cris horriblement séditieux. En effet, ils crient : Vive Barbès ! vive la république démocratique ! C'est atroce, ces cris-là ! D'autant plus que Barbès est républicain, et que nous sommes en république. M'est avis que, lors

même que la folie du 15 mai n'aurait pas vu le jour, quand bien même Barbès serait encore sur son banc de représentant, on nous défendrait de crier vive Barbès comme à c't'heure. Barbès est trop de la gauche. La portion à droite de l'Assemblée a seule droit de se faire porter les armes. Eh ! qu'aurait dit Guizot, si on avait, avant le 23, crié vive Ledru-Rollin ! Autre temps, même mœurs.

D'où je conclus que le mot séditieux signifie : Qui ne nous chausse guère.

Fin finale : Le gouvernement fera sa tête avec une fermeté résolue.

C'est Lamartine qui l'a dit ; c'est donc bien dit ; c'est français, c'est logique... mais c'est neuf.

Je suis assez content de la leçon. Voilà quelques mots dont je ne connaissais pas au juste la définition. Quelle rédaction subtile, et propre à subtiliser bien des choses ! C'est du fin, quoi ! du surfin, et je décollerai ça cette nuit pour le faire encadrer !

Cré chien ! je ne connaissais pas encore ces ficelles de langage.

FOUYOU.

Banquet des 25 centimes.

Ah ça, voyons, comité du banquet, et toi aussi, père Duchêne, quand est-ce donc que je sifflerai mes 25 centimes. Et ce banquet ? à quand ? On dit qu'on y enlèvera le ballon, et qu'y aura des feux de toutes couleurs, j'voudrais bien voir ça. Attende au 14 juillet, c'est un peu long. Pourquoi ces ajournements ? est-ce pour faire aller l'autorité ? j'en suis, mais c'est qu'ça fait en même temps aller les souscripteurs. Ils voudraient, ces gens, avoir déjà le nez dans le verre et ils ont le bec dans l'eau.

Et puis, ça empêche Cavaignac de faire sa tête. Il a dit, ce guerrier républicain, à la commission : — Commission, mille tonnerres de nom de nom, j'veux être énergique, moi, j'veux jurer, j'veux m'démener, j'veux déployer mes forces. Eh bien, j'ai une occasion : c'est le banquet du père Duchêne, nous verrons voir ! — La commission, pas de bêtises, général ! — Cavaignac : Et si j'veux en faire moi ? est-ce que j'suis pas minis ? Je m'dépleroirai quant même ; je passerai mes troupes en revue à la barbe du guelelton. — La commission. Eh bien, après. — Cavaignac. Comment, après ? vi'a tout. Si j'trouve ça amusant, moi, sacré mille tonnerres de nom de nom !

Je demand le banquet. Qu'on nous serve Cavaignac. C'est trop lanterner ; faut-il pas tant de mitaine pour boire un coup de pecton !

FOUYOU.

PAYES.

A tant de questions certain orateur touche, que des gens fort étonnés.

Se demandent si c'est pour ménager sa bouche.

Que Durrieu parle du nez.

— La division fait la force. Des dames chartistes formant un meeting ont dit : Restons unies et nous n'avons rien à craindre, car les militaires aiment les femmes.

Ces dames qui n'entendent rien à la politique, devraient savoir au moins que leur vraie puissance est dans le tête à tête. Que le meeting se divise donc pour régner.

Les habitants de Magdebourg se sont passés la fantaisie de faire une adresse à M. de Lamartine pour le féliciter d'avoir marché le 15 mai contre les factions anarchistes. M. de Lamartine se passe l'excentricité de répondre qu'il n'y a pas un des citoyens de Paris qui n'ait mérité aussi bien que lui cette adresse. Les anarchistes, comme on dit, étaient donc de la province ou de la baulieu, car évidemment ils n'ont point marché contre eux-mêmes, ou plutôt ce ne sont point des citoyens. Est-ce bien la pensée de l'illustre poète ? Non : il n'a voulu absolument rien dire.

On appelle les représentants *fainéants* ; c'est une injustice ; aussi nous protestons contre de semblables qualifications. Chacun d'eux est résolu, afin de démontrer par ses actes qu'il gagne convenablement ses 25 francs par jour, même les jours de fête, de présenter à chaque séance, au moins un projet de décret, et deux les lundis, sur : 1° les attroupements ; 2° l'affichage ; 3° les crieurs ; 4° la suppression des clubs ; 5° la suppression des presses ; 6° 7° 8° toujours dans le même genre ; 9° la modification et complication du signe distinctif, afin d'éviter la fraude et la contrefaçon. On s'est aperçu qu'un grand nombre de citoyens portant le signe de représentant ne représentaient rien.

Le gerant responsable : LARDET.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.